



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 6 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 5 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAFRAN ELECTRONICS & DEFENSE
26 avenue des Hauts de la Chaume
86280 Saint-Benoît

Références : 2026 368 Ubd16-86 ENV86

Code AIOT : 0007202948

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 mars 2026 dans l'établissement SAFRAN ELECTRONICS & DEFENSE implanté 26 avenue des Hauts de la Chaume 86280 Saint-Benoît. L'inspection a été annoncée le 23 janvier 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'opération « coup de poing » régionale relative au risque chimique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFRAN ELECTRONICS & DEFENSE
- 26 avenue des Hauts de la Chaume 86280 Saint-Benoît
- Code AIOT : 0007202948
- Régime : déclaration avec contrôle

L'activité de l'établissement est la production et réparation d'équipements optroniques, de sous-ensembles électroniques civils et militaires, de modules de détection infrarouge et de composants optiques

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 31 et 35
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté ministériel du 9 avril 2019, article 2.10
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté ministériel du 9 avril 2019, article 2.10
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté ministériel du 9 avril 2019, article 3.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de notre visite au regard des points abordés relatifs aux risques chimiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, articles 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31 : « <i>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</i> »</p> <p>Article 35 : « <i>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</i> »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de notre visite, il a été constaté la disponibilité des fiches de données de sécurité. Les employés reçoivent, dans le cadre de leur formation initiale lors de leur prise de poste, une sensibilisation aux consignes de sécurité liées au stockage et à l'utilisation des produits dangereux employés. Une formation sur les risques chimiques, avec des recyclages réguliers, est également réalisée. L'accès aux fiches de données de sécurité est disponible via le réseau interne de l'entreprise ou dans le cadre des consignes de sécurité affichées au droit des postes de travail. Il a été demandé, lors de notre visite, à un salarié dont la fonction est agent logistique polyvalent d'en faire la démonstration. Celle-ci n'a pas révélé d'incohérence avec l'organisation telle que décrite et mise en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : <i>« Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises »</i>
Constats : De manière générale, la mise en œuvre des prescriptions mentionnées dans les fiches de données de sécurité des produits les plus couramment utilisés et constituant les plus grandes quantités n'appelle pas de remarque de notre part, de même que les mesures de maîtrise des risques associées. Les mesures de lutte contre l'incendie sont adaptées. En cas de déversement, des dispositifs de rétention appropriés sont présents aussi bien dans les locaux de stockage que dans les bâtiments, notamment dans des armoires prévues à cet effet et dédiées au stockage hebdomadaire. À noter également la présence d'équipements de sécurité adaptés ainsi que de kits antipollution. Les dispositions relatives à l'élimination des déchets, assurée mensuellement par une entreprise spécialisée, n'appellent pas non plus de remarque à la suite de l'inspection réalisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 9 avril 2019, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : <i>« Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i> <i>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</i> <i>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</i> <i>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</i> <i>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</i> <i>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</i> <i>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Dans le cas d'une évacuation gravitaire, il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales de fonctionnement. [...] »</i>
Constats : Tous les produits liquides sont stockés dans un bâtiment dédié, donnant directement sur l'extérieur et disposant de capacités de rétention. Ces capacités sont adaptées au regard de l'état des stocks transmis et constatés sur site. À noter l'absence de réservoir fixe ou de stockage enterré. Lors de chaque arrivée, un agent logistique vérifie que les capacités de rétention sont

adaptées et, si nécessaire, réorganise le stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 9 avril 2019, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : <i>"[...] Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. [...]"</i>
Constats : Le site comporte un bâtiment disposant de rétentions séparées pour les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble. Lors de notre visite, aucune incompatibilité de stockage n'a été constatée. À noter qu'une procédure interne « Matrice de compatibilité », l'affichage des consignes de sécurité aux postes de travail ainsi qu'une formation aux risques chimiques réalisée constituent les moyens de maîtrise du risque d'incompatibilité mis en place sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 9 avril 2019, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : <i>"[...] L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. [...]"</i>
Constats : Lors de notre visite, un état actualisé des stocks de produits dangereux ainsi qu'un plan de localisation des risques ont été présentés et n'appellent pas de remarques.
Type de suites proposées : Sans suite